

Perspective

REVUE D'ANALYSE ÉCONOMIQUE

Volume 22 / Été 2012

SPÉCIAL SECTEUR DES SERVICES

Le secteur des services : une mosaïque

Quel avenir pour le secteur des services?



Desjardins
Études économiques



MOUVEMENT DES CAISSES DESJARDINS



Vice-présidence Études économiques
Tél. : 418 835-2450 ou 1 866 835-8444, poste 2450
Télécopieur : 418 835-3705
Courriel : desjardins.economie@desjardins.com
Internet : www.desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles **M** et **G** pour désigner respectivement les millions et les milliards de dollars.

MISE EN GARDE : Les opinions ou prévisions figurant dans ce document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas les opinions de toute autre personne ou la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Cette publication est fondée sur l'information disponible en date du 28 juin 2012.

COLLABORATEURS PRINCIPAUX

François Dupuis
Vice-président et économiste en chef
514 281-2336
francois.dupuis@desjardins.com

Yves St-Maurice
Directeur principal et économiste en chef adjoint
514 281-7009
yves.st-maurice@desjardins.com

Joëlle Noreau
Économiste principale
Responsable du document
418 835-8444, poste 3764
joelle.noreau@desjardins.com

AUTRES COLLABORATEURS

Danielle Proulx
Commis spécialisée à l'édition

Édith Laferrière
Relecture

Danny Bélanger
Traitement de données

TABLE DES MATIÈRES

ÉDITORIAL	3
<i>Les services : bien plus qu'un support aux activités primaire et secondaire</i>	
LE POINT SUR L'ÉCONOMIE	4
<i>Une progression plutôt modeste des services en 2012</i>	
SECTEUR DES SERVICES	5
<i>Le secteur des services : une mosaïque</i>	
SECTEUR DES SERVICES	11
<i>Quel avenir pour le secteur des services?</i>	
VITRINE INTERPROVINCIALE	17
<i>Le secteur des services à l'honneur un peu partout au Canada</i>	



ÉDITORIAL

Les services : bien plus qu'un support aux activités primaire et secondaire

Le secteur des services est difficile à cerner. Il est souvent perçu comme une catégorie « fourre-tout » où l'on y met tout ce qui n'est ni l'exploitation des ressources naturelles, ni la construction ou l'activité manufacturière. Pourtant, le secteur des services compte pour environ 70 % du PIB de l'économie québécoise : il ne peut être un résidu. Il ne peut pas non plus n'être que le faire valoir des secteurs primaire et secondaire.

Les services ont connu une croissance fulgurante durant le xx^e siècle. Cette progression s'est poursuivie au début du xxi^e. Le développement du secteur a été favorisé, entre autres, par la hausse de la demande, les progrès technologiques, la spécialisation du travail et l'accroissement des échanges commerciaux pour ne nommer que ces facteurs. Plus des trois quarts des emplois québécois sont attribuables à ce pan de l'économie.

Malgré la place qu'il occupe, le secteur n'a pas toujours la cote. On lui prête bien des défauts : travail de moindre qualité, rémunération nettement inférieure à la moyenne ou encore une plus grande vulnérabilité des entreprises. Les services ne comptent pas que des emplois de faible qualité : l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) note qu'il y en a plus que dans la moyenne québécoise, mais le secteur compte également une plus grande proportion d'emplois de qualité élevée. En ce qui a trait à la rémunération hebdomadaire, en 2011, elle était 6 % inférieure à celle de l'ensemble des salariés au Québec. L'écart est moins profond que certains le suggèrent. De 2002 à 2011, la croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne a été légèrement supérieure à celle de l'ensemble du Québec.

On questionne le taux de survie des entreprises de services qu'on qualifie souvent de fragiles, alors qu'après 9 ans, sur les 15 secteurs identifiés dans les services, 7 sont au-delà de la moyenne québécoise, 7 sont en deçà et 1 est à égalité. Bref, il est abusif de considérer tous les secteurs comme ayant un faible taux de survie.

Au cours de la période de 2002 à 2011, l'emploi dans les services a progressé plus rapidement que l'emploi total au Québec. C'est un phénomène observé à la grandeur du Canada, sauf à Terre-Neuve-et-Labrador et en Saskatchewan où les efforts entourant l'extraction des matières premières ont dominé tous les autres. Même en Alberta, où l'activité pétrolière bat son plein depuis le milieu de la décennie, les services ont crû plus rapidement que la moyenne des emplois.

Au Québec, les grands champions de la croissance de 2002 à 2011 sont les services aux entreprises ou les services moteurs, selon le regroupement retenu. Parmi eux, les services professionnels, scientifiques et techniques qui comprennent notamment les firmes de comptables, les études d'avocats, les cabinets d'architectes et les services de recherche et de développement scientifiques ont particulièrement bien progressé.

Toutefois, bien qu'ils aient connu une augmentation appréciable dans la décennie 2000, les services ne sont pas invincibles pour autant. Durant la dernière récession, ce sont eux qui ont le plus écopé, mais ils se sont largement repris depuis, puisque les gains depuis le creux de l'emploi en juillet 2009 et en mai 2012 surpassent plus de trois fois les pertes encaissées durant la récession.

On n'a pas fini d'entendre parler des services parce qu'ils continueront à progresser dans l'ensemble de l'économie. Selon Emploi-Québec, de 2010 à 2020, 316 000 nouveaux emplois seront créés et 97 % d'entre eux le seront dans les services. Toutefois, cette avancée sera moins rapide qu'au cours des décennies précédentes. Les croissances démographique et économique moins rapides et le vieillissement du bassin de main-d'œuvre freineront quelque peu l'essor du secteur dans les années à venir. Oui, les services sont appelés à prendre un peu plus de place dans l'économie, mais il ne s'agit pas d'une progression à l'image d'un rouleau compresseur.

François Dupuis
Vice-président et économiste en chef

LE POINT SUR L'ÉCONOMIE

Une progression plutôt modeste des services en 2012

Avec un climat économique incertain, l'année 2012 s'annonce bien modérée tant au chapitre des services que de l'économie en général. Le contexte international n'est pas propice à une amélioration subite des conditions économiques qui profiteraient au Québec, tant et si bien que la croissance du PIB réel sera contenue aux environs de 1,5%, voire même légèrement en deçà.

Trop d'incertitudes subsistent pour que l'économie québécoise puisse aspirer à des bonds spectaculaires de l'emploi et du PIB cette année. La situation européenne, notamment l'inquiétude entourant les difficultés financières de certains États, ramène périodiquement le risque d'un éclatement de la zone euro ou d'un effondrement des marchés financiers. Le spectre d'une récession longue et sévère est parfois évoqué. Toutefois, il ne s'impose pas comme étant le scénario favori. Il faut reconnaître que cette instabilité génère un certain immobilisme des entreprises.

Aux États-Unis, le départ en lion dans les premiers mois de 2012 a perdu de sa vigueur au printemps, notamment du côté de l'emploi. Parallèlement, on devine que la demande américaine pour les produits et services ne sera pas rehaussée de façon spectaculaire de ce côté-ci de la frontière.

Au Québec, 2012 a débuté avec une forte hypothèque sur le marché du travail. En raison des 61 000 emplois perdus au quatrième trimestre de 2011, l'année démarrerait en quelque sorte avec une épée de Damoclès au-dessus d'elle. Depuis, les pertes ont été largement compensées, levant la menace à la fois sur le marché du travail et sur la consommation. À ce chapitre, les indices de confiance des ménages ont remonté à des niveaux plus rassurants. Cette amélioration a coïncidé avec

celle de l'emploi. La conjonction de ces deux indicateurs sera favorable à la demande de biens, mais également de services.

Le secteur immobilier demeurera relativement dynamique. À preuve, les ventes de maisons existantes et les mises en chantier depuis le début de l'année sont vigoureuses. Ainsi, les services associés à cette activité (vente, financement, services divers) seront favorisés.

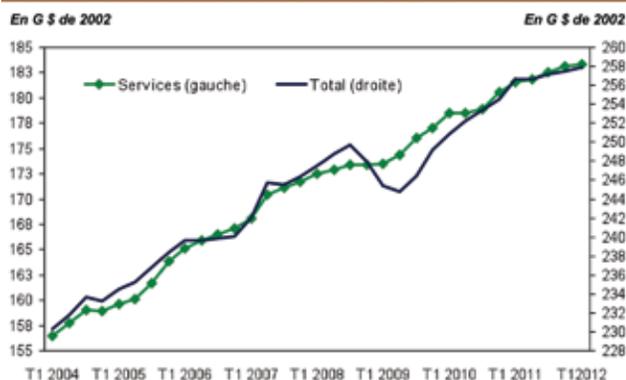
L'activité fébrile dans les infrastructures et dans le secteur minier supportera la demande, notamment pour les services professionnels, scientifiques et techniques (ingénierie, architecture, services de laboratoires, etc.) et les institutions financières qui soutiendront les activités des sociétés de services qui s'associeront aux travaux. C'est sans compter les services hôteliers et de restauration, notamment sur la Côte-Nord et dans le Nord-du-Québec.

Comme l'activité économique sera relativement tempérée aux États-Unis et qu'elle est même en diminution en zone euro, les exportations de services vers ces destinations seront ralenties. Ce seront celles vers les provinces de l'Ouest qui seront favorisées. En effet, la progression du PIB réel sera nettement supérieure à celle du Québec cette année en Alberta (3,5%), en Saskatchewan (2,8%) et en Colombie-Britannique (2,5%). L'Ontario demeure le principal partenaire commercial du Québec et sa croissance est estimée à 1,8%, ce qui est inférieur à celle des provinces mentionnées précédemment. On devine que les exportations provinciales de services, notamment celles relatives aux services professionnels, scientifiques et techniques, ne connaîtront pas une croissance fulgurante en 2012, mais elles devraient croître quelque peu.

En plus des facteurs conjoncturels, il faut prendre en compte les tendances de fond de l'économie québécoise. À cet effet, le vieillissement de la population continuera sa progression ; il ne faut pas s'attendre à une hausse subite de la demande de travailleurs dans le secteur de la santé et de l'assistance sociale, mais il apparaît qu'elle ne faiblira pas. Les besoins sont grandissants : ce secteur d'activité sera favorisé.

Au cours des dernières années, le secteur des services (graphique 1) n'a que peu ou pas ralenti la cadence, et ce, malgré une conjoncture parfois éprouvante. En 2012, l'économie québécoise roulera au ralenti, toutefois les services devraient de nouveau enregistrer une légère hausse.

Graphique 1 – PIB par industrie (G\$ 2002) : le secteur des services continue sa progression, même si elle est modeste



Source : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Joëlle Noreau
Économiste principale

SECTEUR DES SERVICES

Le secteur des services : une mosaïque

Le secteur des services est omniprésent dans l'économie. Depuis fort longtemps, il compte pour la majorité du PIB et de l'emploi au Québec. C'est un secteur que l'on imagine toujours en expansion et qui présente mille et une facettes, à l'image d'une mosaïque. Toutefois, celle-ci apparaît de plus en plus composée non pas de pièces de céramique, mais de pixels qui changent de couleur... Bref, ce secteur est insaisissable à sa manière, mais on peut tenter de faire l'exercice de comprendre l'importance qu'il revêt dans l'économie et de dépoussiérer quelques idées reçues quant à sa précarité...

BIEN PLUS QU'UN À CÔTÉ DES SECTEURS PRIMAIRE ET SECONDAIRE

Le secteur des services n'a pas toujours bonne presse. On le considère souvent comme un support, un soutien, voire même, un mal nécessaire qui vient en appui aux autres activités. Pourtant les services sont à la base de toute économie. Le commerce, qui existe depuis des milliers d'années, en est une belle illustration.

La nature même des activités de services lui confère un caractère particulier. Comment transférer ou stocker une plaidoirie, un service de vente immobilier, un sondage ou une coupe de cheveux? Cette insaisissabilité a donné une image du secteur mal définie et ce dernier a longtemps été perçu comme non productif, non créateur de richesse. Toutefois, les innovations technologiques et les changements apportés dans les organisations pour les rendre plus performantes et les recentrer sur leur activité première ont changé la donne.

La frontière entre un bien et un service n'est plus aussi «étanche» que dans le passé. Par exemple, les services (recherche, marketing, gestion et formation du personnel d'usine et de vente, réseau de distribution, transport, financement, assurances, vitrine sur Internet, etc.) sont indissociables de la vente des biens. Sans vente, il n'y a pas lieu de produire. Par ailleurs, il arrive que le secteur des services mette au monde une entreprise manufacturière (spin-off) qui verra à mettre en application et en production les nouvelles technologies développées. Cela se produit notamment lorsque la recherche appliquée est réalisée dans des centres de recherche, dont les activités sont classées dans les services professionnels, scientifiques et techniques. De plus, la dématérialisation de l'économie change la perspective : par exemple, la présence des journaux publiés sur Internet donne un bel aperçu du dilemme qui se pose de plus en plus : s'agit-il encore d'un bien, d'un service?

Dans une étude réalisée par le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) au milieu des années 1990 sur la tertiarisation de l'économie¹, on a tenté d'expliquer les causes de ce phénomène. Les réponses sont inspirées des travaux effectués au préalable par le Conseil économique du Canada. Dans un premier temps, on a observé «une augmentation de la demande pour les services qui sont

utilisés comme intrants dans la conception d'un bien ou d'un autre service». À cela s'ajoute le progrès technologique qui a permis une plus grande utilisation du capital (le matériel informatique par exemple), qui a fait disparaître certains types d'emplois (par exemple, dans les journaux, la fonction de typographe a disparu) et qui ont été fortement compensés par l'apparition de nouvelles tâches (toujours dans l'exemple des journaux : le webmestre). Par ailleurs, l'introduction grandissante des technologies nouvelles a complexifié certaines tâches, obligeant les entreprises à se spécialiser et à confier certaines opérations à d'autres sociétés. Cet ajustement explique, en grande partie, la croissance des services aux entreprises et de tout le secteur conseil au cours des trente ou quarante dernières années. L'impartition de tâches du secteur secondaire vers le tertiaire et entre les entreprises du tertiaire elles-mêmes a moussé l'emploi et l'activité du secteur des services.

D'autres facteurs ont contribué à l'expansion du secteur des services. Parmi eux, le Ministère mentionne la libéralisation des échanges commerciaux qui a multiplié les occasions d'affaires des entreprises de services : on n'a qu'à penser aux services de transport, de dédouanement ou encore le support offert dans les aéroports et les ports pour illustrer cette idée. À cet élément s'ajoute bien évidemment la hausse de la demande de services de la part des consommateurs. Pour la période étudiée (de 1966 à 1995), l'étude du MDEIE rapportait qu'«il semble que le revenu disponible excédentaire soit davantage consacré à la consommation de services plutôt qu'à l'achat de biens». Par ailleurs, la présence accrue des femmes sur le marché du travail, en plus de fournir un pouvoir d'achat plus élevé aux ménages, a suscité une demande accrue de services autrefois assumés par les familles. On pense notamment à la restauration, à la garde d'enfants, aux soins personnels et aux divertissements et loisirs.

Enfin, la hausse du niveau de vie a engendré une forte demande de services publics comme l'assurance hospitalisation, l'assurance-maladie ou l'aide sociale. La mise en œuvre et l'utilisation de ces programmes ont augmenté à la fois le nombre d'emplois pour répondre à la demande et ceux pour l'administration de ces programmes gouvernementaux. Bref, bien des facteurs ont concouru à faire croître le secteur des services au xx^e siècle et encore maintenant.

LES SERVICES : UNE PLACE PRÉPONDÉRANTE

Le tableau 1 permet de saisir en un coup d'œil la place prépondérante qu'occupait le secteur des services dans l'économie en 2011. Il comptait pour plus des deux tiers (70,9%) du PIB réel québécois, plus des trois quarts des emplois (78,6%) et 41,1% des immobilisations (prévisions 2012). Plus de 75% des salaires et traitements versés aux salariés québécois l'ont été à ceux des services l'an dernier.

Tableau 1 – Le secteur des services en bref (2011)

70,9 % du PIB réel	182,3 G\$
78,6 % des emplois	3 106 400 emplois
41,4 % des immobilisations	29 081 G\$ (2012 - Perspectives)
76,1 % des salaires et traitements versés au Québec	116,9 G\$

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec

Le secteur a pris de plus en plus de place dans l'économie au cours de la dernière décennie, et ce, pour plusieurs raisons. D'une part, les phénomènes évoqués précédemment ont joué. D'autre part, la place occupée par le secteur primaire (les activités forestière et agricole qui ont passablement contracté le niveau de leur main-d'œuvre) et le secteur secondaire (le manufacturier notamment) a été réduite laissant une plus large part aux services.

L'EMPLOI : UNE MESURE INTÉRESSANTE DE LA PROGRESSION DES SERVICES

L'emploi et le PIB ont évolué de concert ces dernières années, témoignant ainsi du tonus du secteur des services. Au cours des années 1960 à 2000, on a eu l'impression que la croissance du secteur des services était exponentielle. Les observations du MDEIE ont permis de constater à la fois une progression continue du « tertiaire »² et une diminution de la part de l'emploi des activités du primaire et du secondaire dans l'économie. La croissance du nombre d'emplois dans le tertiaire, durant la période de 1966 à 1995, a été de 2,4% annuellement, alors qu'elle a été pratiquement stable pour le secondaire (construction, manufacturier, notamment) et que le nombre d'emplois diminuait de 1,5% en moyenne chaque année dans le primaire.

En 2011, l'emploi dans le secteur des services se chiffrait à 3,1 millions, soit 78,6% du total québécois. Cette part était de 73,7% en 2002 et de 76,0% en 2006. En comparaison, la place occupée par le secteur manufacturier est passée de 18,2% en 2002 à 12,3% en 2011.

Depuis une dizaine d'années, soit depuis 2002, la hausse totale de l'emploi au Québec a été de 10,9%. Dans le secteur de la

production de biens, elle a diminué de 9,5%. Cette baisse a été largement marquée par la perte de 25% des emplois dans le secteur manufacturier de 2002 à 2011. Durant la même période, la progression du nombre de travailleurs dans les services a été estimée à 18,2% selon les données de l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada. On constate que la croissance de la part de l'emploi occupée par le secteur des services s'est poursuivie.

LES SECTEURS GAGNANTS

Quels sont les secteurs qui ont le plus progressé au cours des dix dernières années? Un découpage des données, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), permet de constater que la branche des services professionnels, scientifiques et techniques qui comprend, entre autres, les firmes de comptables, les études d'avocats, les cabinets d'architectes, les services de recherche et de développement scientifiques est le secteur qui a connu la progression la plus forte, à 48,3% (tableau 2 à la page 7). Le nombre d'emplois y est passé de 205 000 à 304 100 de 2002 à 2011. Le second gain en pourcentage est dans le commerce de gros (29,0%), suivi d'assez près, toujours en pourcentage, par les services immobiliers et les services de location (25,2%). Le quatrième en croissance est celui des soins de santé et de l'assistance sociale (24,8%), ce qui surprend peu compte tenu du vieillissement de la population et de la demande en hausse. Enfin, l'hébergement et la restauration ont profité d'une croissance de l'emploi estimée à 22,6%.

Toutefois, si certains groupes de services ont fait des pas de géant, ce n'est pas le cas de tous. Certaines catégories de travailleurs ont connu une croissance inférieure à celle des services en général et également à celle de la moyenne québécoise durant cette période. C'est le cas notamment du commerce de détail (10,4%), de l'information, de la culture et des loisirs (6,0%) et du groupement « autres services, sauf l'administration publique » (qui comprend notamment la réparation ou l'entretien de véhicule, les soins personnels et d'animaux, les services funéraires, etc.) dont la hausse s'est chiffrée à 2,7%. Une analyse plus détaillée de la croissance sera l'objet du deuxième dossier aux pages 11 à 16.

LES TÉNORS DU SECTEUR DES SERVICES

Le secteur des services est un amalgame, on l'a dit. Pour s'y retrouver un peu, des regroupements ont été faits afin d'y voir un peu plus clair. C'est ainsi que le groupe de la santé et de l'assistance sociale se retrouve en tête, avec plus d'un demi-million de travailleurs. En 2011, ces derniers représentaient 15,6% de l'emploi du secteur des services en 2002 et ce pourcentage est passé à 16,5% en 2011. À titre de comparaison, les 511 700 emplois en santé et l'assistance sociale étaient plus nombreux que ceux du secteur manufacturier cette même année (487 400).

Tableau 2 – Nombre de personnes ayant un emploi, par industrie du secteur des services au Québec

	En 000		Variation 2002-2011
	2002	2011	En %
Ensemble des industries de biens et de services	3 564,7	3953,6	10,9
Secteur des services	2 628,8	3106,4	18,2
Commerce de gros	121,9	157,2	29,0
Commerce de détail	441,0	486,7	10,4
Transport et entreposage	155,5	178,3	14,7
Finance et assurances	147,7	165,9	12,3
Services immobiliers et services de location et de location à bail	47,2	59,1	25,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	205,0	304,1	48,3
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	124,3	145,1	16,7
Services d'enseignement	236,8	275,0	16,1
Soins de santé et assistance sociale	409,9	511,7	24,8
Information, culture et loisirs	155,6	164,9	6,0
Hébergement et services de restauration	205,8	252,4	22,6
Autres services, sauf les administrations publiques	165,6	170,1	2,7
Administrations publiques	212,5	235,9	11,0

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active

La deuxième catégorie en importance est celle du commerce de détail avec 486 700 emplois en 2011 et 15,7% de tous les emplois dans les services. Le secteur a perdu la première place qu'il occupait en 2002, au profit de la santé et de l'assistance sociale. Malgré le déferlement des grandes bannières américaines dans le commerce de détail au Québec tout au long des années 2000, l'emploi dans ce secteur a progressé en deçà de la moyenne des services.

Le troisième secteur en importance quant au nombre de travailleurs est celui des services professionnels, scientifiques et techniques (9,8% du total des services). Près de 100 000 emplois ont été créés en seulement une dizaine d'années. Il s'agit d'une bonne nouvelle puisque la rémunération y est élevée comme on le verra plus loin. De plus, entre 2002 et 2011, le secteur est passé du cinquième au troisième rang, devançant les services d'enseignement qui s'établissaient en quatrième position l'an dernier, avec 8,9% du total des emplois dans les services. Malgré une diminution du nombre d'élèves au primaire, il y a eu embauche de personnel dédié à la réussite scolaire au cours des années 2000. Par ailleurs, le milieu de l'éducation dépasse largement le réseau des écoles primaires, secondaires et postsecondaires, on y trouve également les écoles de danse, de chant, de sport, de langues, etc. Il n'est donc pas étonnant de voir le nombre d'emplois augmenter au fil du temps.

LES EMPLOIS DANS LES SERVICES : DE FAIBLE QUALITÉ?

Le secteur des services a la réputation d'offrir des emplois de faible qualité. Qu'en est-il réellement? À cet effet, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) a produit des données qui permettent d'établir des comparaisons entre les secteurs. Ces statistiques concernent les employés seulement, excluant les travailleurs autonomes et les étudiants en emploi. Dans ce dernier cas, l'idée était de « ne retenir que les personnes dont l'activité principale est d'occuper un emploi ». En 2011, dans les services, 31,2% des emplois étaient considérés comme étant de qualité faible alors que la moyenne québécoise s'établissait à 30,3% (tableau 3). Les emplois de qualité moyenne étaient

Tableau 3 – Répartition du nombre d'emplois selon le niveau de qualité, Québec

	Unités	1997	2002	2008	2011
Ensemble	k	2 380,0	2 685,8	2 862,0	2 908,4
Qualité faible ¹	%	38,0	35,2	31,4	30,3
Qualité moyenne ²	%	36,5	38,3	38,6	38,3
Qualité élevée ³	%	25,6	26,5	30,0	31,5
Secteur des services	k	1 699,9	1 914,8	2 142,7	2 230,0
Qualité faible ¹	%	38,2	35,5	32,4	31,2
Qualité moyenne ²	%	34,7	36,6	36,5	36,3
Qualité élevée ³	%	27,0	28,0	31,0	32,5

1 : Ce niveau comprend : les emplois à temps partiel involontaire, les emplois rémunérés à moins de 15 \$ l'heure et qui sont soit de qualification faible, occupés par des travailleurs surqualifiés, instables ou à temps plein 41 heures et plus.

2 : Ce niveau comprend : les emplois à qualification élevée qui sont rémunérés moins de 15 \$ l'heure, les emplois rémunérés 15 \$ l'heure et plus et qui sont soit de qualification faible ou occupé par un travailleur surqualifié, instables ou à temps plein 41 heures et plus.

3 : Ce niveau comprend : les emplois stables à qualification élevée, à temps partiel volontaire ou à temps plein 30-40 heures, qui sont rémunérés 15 \$ l'heure ou plus.

Source : Institut de la statistique du Québec

respectivement à 36,3 et 38,3%. Par contre, les emplois de qualité élevée représentaient 32,5% de ceux des services alors que la moyenne québécoise était de 31,5%.

Un constat s'impose : il n'y a pas d'homogénéité dans les services. On y trouve à la fois une plus forte proportion d'emplois de qualité faible et de qualité élevée que dans la moyenne québécoise. De plus, la proportion d'emplois dans la première catégorie a diminué depuis 1997, alors qu'elle s'est accrue pour ceux de qualité élevée durant la même période, à l'image de ce qui a été observé au Québec.

En 2011, les secteurs où la qualité de l'emploi était élevée dans une large proportion étaient les suivants : les services professionnels, scientifiques et techniques (47,9%), les administrations publiques (incluant les gouvernements fédéral, provincial et municipaux), la finance, les assurances et la location (45,8%), l'enseignement (44,3%), la santé et de l'assistance sociale (43,3%), l'information, la culture et les loisirs (36,0%), pour ne nommer que ceux-là. Là comme dans l'ensemble du grand secteur des services, il n'y a pas d'uniformité, il convient d'être prudent dans l'interprétation des statistiques et éviter de généraliser.

LES SERVICES : LE ROYAUME DU TEMPS PARTIEL ?

On associe très souvent le secteur des services au temps partiel. C'est vrai pour moins de 25% des emplois. Sur un horizon de dix ans, on constate que la part des emplois à temps plein dans les services est demeurée relativement stable, autour de 77%. Donc, un peu plus des trois quarts des emplois de ce secteur sont à temps plein. De plus, contrairement à l'idée généralement véhiculée, la part du temps partiel n'a pas augmenté de façon significative au cours des dix dernières années.

Le passé n'est pas garant de l'avenir puisque l'importance de l'emploi à temps partiel dans le secteur des services pourrait croître dans la mesure où les 55 ans et plus seront plus présents sur le marché du travail dans les prochaines années. Il faudra voir si ces derniers exigent une réduction des heures de travail quotidiennes ou hebdomadaires, ce qui pourrait augmenter la part du travail à temps partiel. Il sera intéressant de suivre l'évolution du phénomène. Cette hypothèse reste à prouver. À ce jour, on a noté un accroissement graduel du taux d'activité et du taux d'emploi des 55 ans et plus, et ce, depuis 1997, sans que la part de l'emploi à temps partiel ait changé de façon notable dans le secteur des services. C'est à suivre surtout dans un contexte où l'on souhaite prolonger le nombre d'années au travail chez les travailleurs plus âgés.

UNE FAIBLE RÉMUNÉRATION ?

Le secteur des services a la réputation d'offrir une rémunération inférieure à la moyenne. Avec les données de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, qui ne

prennent en compte que les salariés, on constate qu'en 2011 la rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur des services était inférieure de seulement 6% à celle de l'ensemble du Québec. Toutefois, ces données ne comprennent pas les travailleurs autonomes, qu'ils soient entrepreneurs de grande société ou qu'ils soient à la pige.

Ces données sont des agrégats et, là comme ailleurs, les conclusions ne peuvent être utilisées à l'emporte-pièce. Un classement par ordre décroissant permet de constater qu'un bon nombre de secteurs offrent une rémunération intéressante et supérieure à la moyenne québécoise. Les services professionnels, scientifiques et techniques se classent en tête (1 115,30 \$). Ils sont suivis de l'industrie de l'information et de l'industrie culturelle (1 044,34 \$), de la finance et des assurances (1 013,27 \$), des administrations publiques (1 001,11 \$), de la gestion de sociétés et d'entreprises (996,49 \$), du commerce de gros (930,48 \$) et des services d'enseignement (856,68 \$). Voilà pour les secteurs qui sont en tête.

La rémunération hebdomadaire moyenne a progressé de 25,6% pour l'ensemble des salariés au Québec, de 2002 à 2011. Dans les services, la hausse a été légèrement supérieure à 26,5%. On compte sept secteurs où cette augmentation s'est chiffrée au-delà de la moyenne. Il est question des services de gestion des déchets et des services d'assainissement (34,9%), un secteur en expansion, du commerce de gros (34,0%), des « autres services, sauf l'administration publique » (32,6%), des soins de santé et de l'assistance sociale (30,8%), des services professionnels, scientifiques et techniques (29,9%), des arts, des spectacles et des loisirs (29,8%), de la finance et des assurances (28,3%) et des services immobiliers et de location (26,7%).

Ce palmarès étonne peu, compte tenu du développement rapide des services environnementaux, de l'activité importante du commerce de gros durant les années 2000, de la forte demande pour les soins de santé, ainsi que de la progression importante du secteur des assurances et de l'effervescence du secteur de l'immobilier.

ABSENCE DE GAINS DE PRODUCTIVITÉ ?

Le secteur des services se fait souvent accoler une étiquette de « faible productivité » ou encore de faible contributeur aux gains de productivité. On associe souvent les hausses de productivité à l'acquisition de machinerie dans les secteurs primaire et secondaire ou à un remodelage des processus de production. Des travaux récents du ministère des Finances sur la question ont été publiés dans le dernier budget provincial³. Ils tendent à démontrer que les gains de productivité ne sont pas l'apanage des secteurs manufacturier, minier, agricole ou forestier.

Dans les faits, entre 2003 et 2010, les gains de productivité au Québec ont été observés en majorité dans quatre industries (tableau 4). Le secteur manufacturier avait la part du lion avec 42,9% des gains. La majorité des gains (56,3%) étaient attribuables aux services et à trois activités particulières. Le commerce de gros est en tête avec 23,3% durant cette période en raison notamment d'investissements en capital physique. Le commerce de détail, pour sa part, a contribué pour 20,6%, alors que ce pourcentage était estimé à 12,5% pour le transport et l'entreposage. On estime que l'innovation et l'investissement en capital physique ont contribué pratiquement à égalité aux gains enregistrés dans ces deux derniers secteurs.

Toutefois, sur une plus longue période (1997 à 2010), Statistique Canada rapporte que la croissance de la productivité du travail a été plus importante au Québec dans le secteur des biens que dans celui des services. Elle aurait été, par année, en moyenne, de 0,6% pour les services. Par ailleurs, le Centre sur la productivité et la prospérité (HEC Montréal), dans son bilan 2011, estime qu'entre 1997 et 2007 «la croissance de la productivité du travail au Québec et en Ontario est donc essentiellement générée par le secteur des services».

À la lumière de ces chiffres, on constate que la période d'étude change l'analyse. Ces données questionnent tout de même l'idée reçue selon laquelle le secteur des services est un boulet en ce qui a trait aux gains de productivité.

UN TAUX DE SURVIE ANÉMIQUE?

Les travaux du MDEIE sur les taux de survie des entreprises, réalisés ces dernières années, permettent de nuancer le jugement que certains portent sur le secteur des services. Après une première année en affaires, le taux moyen de survie au Québec est de 75,4%. La très grande majorité des secteurs des services se classent tout près et même au-delà de cette marque. L'exception qui confirme la règle est «les administrations publiques» qui incluent également des entreprises privées ou des organismes à but non lucratif qui ont une activité incluse dans les services du secteur de l'administration publique (ex. : déneigement des rues).

Après cinq ans, la majorité des secteurs des services sont au-delà de la moyenne provinciale (35,0%) (tableau 5) à l'exception de l'hébergement et de la restauration (29,6%), de l'industrie de l'information et des industries culturelles (30,2%), des arts, spectacles et loisirs (31,8%) ainsi que de la finance et des assurances (33,8%).

Tableau 4 – Principales industries et sources à l'origine des gains de productivité au Québec, 2003-2010
(en \$ canadiens constants de 2010 par habitant, sauf indication contraire)

	<i>Investissement</i>	<i>Innovation</i>	<i>Gains totaux par secteur</i>	<i>En % du total</i>
Secteur manufacturier	47	1 176	1 223	42,9
Commerce de gros	677	(16)	661	23,2
Commerce de détail	318	267	586	20,6
Transport et entreposage	244	110	355	12,5
Autres industries	1 169	(1 145)	24	0,8
Total	2 455	393	2 848	100,0

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances du Québec, Budget 2012-2013, Plan budgétaire, section B

Enfin, après neuf ans, la moyenne du taux de survie au Québec est de 21,6%. Des 15 secteurs identifiés dans les services, 7 sont au-delà de cette marque, 7 sont en deçà et 1 est pratiquement à égalité. Il est donc abusif de considérer tout le secteur des services comme ayant un faible taux de survie, alors que bon nombre d'entreprises tirent bien leur épingle du jeu.

Tableau 5 – Taux de survie des entreprises de services au Québec

	<i>Nombre d'années d'activité</i>	
	5	9
Commerce de gros	37,2	24,0
Commerce de détail	33,5	20,4
Transport et entreposage	39,2	24,5
Industries information et culturelle	30,2	18,4
Finance et assurances	33,8	18,9
Services immobiliers et services de location et de location à bail	41,4	25,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	38,5	23,4
Gestion de sociétés et d'entreprises	48,3	32,3
Services administratifs, services de soutien, gestion des déchets et services d'assainissement	37,7	21,3
Services d'enseignement	41,0	25,6
Soins de santé et assistance sociale	48,7	38,6
Arts, spectacles et loisirs	31,8	19,6
Hébergement et services de restauration	29,6	15,3
Autres services, sauf les administrations publiques	34,7	20,6
Administrations publiques	38,5	14,9
Total	35,0	21,6

Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Direction de l'analyse économique, 2009.
Sources : Statistique Canada, Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales, données personnalisées produites dans le cadre du Programme d'analyse longitudinale de l'emploi (PALE)

UN POIDS PLUME DANS LES ÉCHANGES COMMERCIAUX?

Le secteur des services n'a rien d'une quantité négligeable dans les échanges commerciaux. Du côté des exportations, on remarque qu'au fil du temps, la valeur des exportations de services est toujours inférieure à celle des biens, tant avec les autres pays qu'avec les autres provinces, selon les comptes économiques de l'ISQ (tableau 6).

Tableau 6 – Exportations selon les comptes économiques du Québec

En M\$	2004	2007	2010
Exportations de biens et services	139 802	154 174	142 793
Vers les autres pays	88 964	94 223	81 587
Biens	76 643	81 424	68 634
Services	12 321	12 799	12 953
Vers les autres provinces	50 838	59 951	61 206
Biens	31 373	34 644	32 716
Services	19 465	25 307	28 490

Source : Institut de la statistique du Québec, comptes économiques

Toutefois, l'écart entre la valeur des exportations de biens et celle des services est moins important dans les échanges interprovinciaux. Ainsi, la valeur des exportations de services hors du Canada représentait 15,9% de celle du total des exportations en 2010. Dans les échanges avec les autres provinces, la valeur des exportations québécoises de services représentait 46,6% de celle des exportations totales. Il faut dire que la valeur des exportations de services à l'international était de 12,9 G\$ avec, en tête, les services professionnels, scientifiques et techniques (5 G\$ environ). La valeur des exportations interprovinciales de services se chiffrait à 28,5 G\$ avec, en première place, les services professionnels, scientifiques et techniques. Un peu plus de 58% des exportations étaient destinées à l'Ontario.

Du côté des importations, la situation est quelque peu différente. Dans les échanges internationaux, la valeur des services est inférieure à celle des biens. Jusque-là, il n'y a pas de grande différence. C'est au niveau interprovincial que la donne

Tableau 7 – Importations selon les comptes économiques du Québec

En M\$	2004	2007	2010
Importations de biens et services	144 026	165 106	167 838
Des autres pays	88 494	103 175	105 845
Biens	77 090	89 538	91 000
Services	11 404	13 637	14 845
Des autres provinces	55 532	61 931	61 993
Biens	31 456	32 030	29 897
Services	24 076	29 901	32 096

Source : Institut de la statistique du Québec, comptes économiques

change : la valeur des importations de services est supérieure à celle des biens importés depuis 2010.

La valeur des importations internationales de services en 2010 était de 14,8 G\$, soit 14,2% de la valeur des importations totales. Avec les autres provinces, le montant des importations était de 32,1 G\$, soit 51,8% de la valeur des importations totales interprovinciales. On constate que la valeur des services importés des autres provinces est au moins deux fois supérieure à celle de services importés des autres pays.

Qu'importe le Québec en matière de services? En tête de liste, au chapitre international, ce sont les services du groupe finance, assurances et immobilier qui priment sur les autres, suivis des services professionnels, scientifiques et techniques. Du côté des provinces, ce sont les deux mêmes groupes qui dominent.

À la lumière de ces chiffres, on constate que les services ne sont donc pas quantité négligeable dans les échanges commerciaux.

FADE, LE SECTEUR DES SERVICES?

Le secteur des services n'a rien de fade. Un grand amalgame de secteurs d'activité comme celui-ci cache bien des nuances, on l'a vu. Un coup d'œil rapide a permis de voir qu'il continue de prendre de plus en plus de place dans l'économie québécoise et qu'il est bien davantage qu'une extension des activités primaire et secondaire qu'il doit supporter. C'est une mosaïque dont les tons changent dans le temps compte tenu de l'avancée de certaines activités au détriment d'autres. Contrairement aux idées reçues, il ne compte pas que des emplois de qualité faible bien qu'il en ait une part légèrement supérieure à la moyenne québécoise. En parallèle, il a une proportion d'emplois de qualité élevée plus forte. De plus, la rémunération hebdomadaire moyenne n'affiche pas une différence effarante par rapport à l'ensemble québécois comme le veut une idée généralement véhiculée. Par ailleurs, le secteur des services peut être porteur de gains de productivité et il n'est pas le champion toutes catégories de la faillite. Les taux de survie des entreprises sont là pour le prouver. Enfin, si les services ont un côté moins tangible que les biens dans les échanges commerciaux, ils ne sont pas pour autant quantité négligeable. Les services ne sont pas un mal nécessaire, ils occupent une place prépondérante dans l'économie et il est plus que temps de dépoussiérer certaines idées reçues à son égard.

Joëlle Noreau
Économiste principale

¹ MDEIE, La tertiarisation de l'économie, Novembre 1996, 20 pages.

² Le secteur tertiaire comprend le secteur des services auquel on ajoute les « services publics » tels que la production et le transport d'électricité, la distribution du gaz, les aqueducs et égouts.

³ Gouvernement du Québec, Ministère des Finances, Budget 2012-2013, Plan budgétaire, section B, 5.1 L'évolution du niveau de vie et de la productivité au Québec, pp. B.62 à B.69.

SECTEUR DES SERVICES

Quel avenir pour le secteur des services?

Le secteur des services a évolué rapidement au cours des dix dernières années, mais peut-il poursuivre son expansion? S'il suit la courbe ascendante qui l'a caractérisé depuis maintenant près d'un siècle, on peut présumer qu'il continuera à fournir de plus en plus d'emplois. Occupera-t-il plus de place dans l'économie pour autant, lui qui accaparait 78,6% de tous les travailleurs en 2011? Comment se dessine la progression du secteur pour la prochaine décennie? Suffit-il de prolonger les tendances observées ces dix dernières années? Quelles sont ces tendances? Voilà les questions auxquelles Perspective tentera de répondre.

EN PIÈCES DÉTACHÉES

On l'a dit, le secteur des services n'a rien d'homogène. Pris dans son ensemble, il donne un aperçu assez vague de ce qui s'y passe, recevant ça et là des étiquettes peu flatteuses qui collent bien souvent à seulement quelques sous-secteurs, mais qui ne peuvent s'appliquer en totalité à ce grand regroupement. Voilà pourquoi ceux qui s'y intéressent de près procèdent à un découpage de ce grand pan de l'économie pour y voir un peu plus clair.

À cet effet, pour les besoins de l'exercice, deux découpages différents ont été analysés (tableau 8). Le premier est celui de Service Canada qui s'en sert notamment pour réaliser ses perspectives sectorielles sur le marché du travail. Ce canevas de travail est toujours en usage. On y trouve trois catégories de services : ceux destinés à la production, ceux qui supportent la consommation et les services gouvernementaux et parapublics.

Le second découpage a été réalisé par le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE). Il sert notamment pour les études régionales produites par le MDEIE. Il n'est pas destiné aux mêmes usages que le précédent. On y compte trois catégories de services : les moteurs, ceux relatifs aux ménages et les services publics.

Fait important à noter, dans leur approche respective, Service Canada et le MDEIE incluent les services publics (notamment la production, le transport et la distribution d'électricité, la distribution du gaz naturel et les aqueducs et égouts dans leur calcul. Ce n'est pas le cas de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) lorsque vient le temps d'établir le PIB, le secteur des services publics est alors exclu de la grande catégorie des services et il est classé dans le secteur secondaire.

Tableau 8 – Partage des secteurs selon le SCIAN en fonction de deux découpages différents

Service Canada		Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	
	SCIAN		SCIAN
Services à la production	22 - Services publics 41 - Commerce de gros 48-49 - Transport et entreposage 52-53 et 55 - Finance, assurances, services immob. et location 54 - Services professionnels, scientifiques et techniques 56 - Services administratifs et de soutien et gestion déchets	Services moteurs	41 - Commerce de gros 51 - Information, culture et loisirs 52-53 et 55 - Finance, assurances, services immob. et location 54 - Services professionnels, scientifiques et techniques 56 - Services administratifs et de soutien et gestion déchets 71 - Arts, spectacles et loisirs
Services à la consommation	44-45 - Commerce de détail 51 - Industries information et culturelle 71 - Arts spectacles et loisirs 72 - Hébergement et restauration 81 - Autres services, sauf administrations publiques	Services aux ménages	44-45 - Commerce de détail 48-49 - Transport et entreposage 72 - Hébergement et restauration 81 - Autres services, sauf administrations publiques
Services gouvernementaux et parapublics	61 - Services d'enseignement 62 - Santé et assistance sociale 91 - Administrations publiques	Services publics	22 - Services publics 61 - Services d'enseignement 62 - Santé et assistance sociale 91 - Administrations publiques

Sources : Service Canada, Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et Desjardins, Études économiques

Il est intéressant de noter (tableau 9) que les deux méthodes d'analyse comptent chacune trois catégories qui se répartissent de façon assez comparable (entre 31,7% et 34,7% des services), aucune n'ayant un poids nettement dominant par rapport aux deux autres. Cet aspect sera regardé de plus près ultérieurement.

Il n'y a pas de différences très marquées entre les deux options proposées. On imagine aisément ce que recoupe les services à la production, ceux à la consommation et les services gouvernementaux et parapublics. Du côté du MDEIE, la catégorie des services moteurs fait image dans la mesure où on l'associe aux effets d'entraînement qu'il peut avoir sur d'autres activités, on lui prête une forte valeur ajoutée.

LES MENEURS DE LA DÉCENNIE

Le tableau 9 illustre la croissance de l'emploi entre 2002 et 2011. Ainsi, les emplois dans le secteur tertiaire, qui compte à la fois le grand ensemble des services auquel on additionne les services publics, a progressé de 18,1%. Ceci se compare avantageusement à 10,9%, pour le total de l'emploi au Québec durant la même période. Le grand champion de la croissance est les services à la production (25,4%) chez Service Canada et, en parallèle, les services moteurs (24,4%) dans le découpage du MDEIE. C'est peu étonnant puisque ces deux grands groupes recourent, à peu de choses près, les mêmes secteurs.

Tableau 9 – Deux découpages de l'emploi dans le secteur tertiaire* en 2011 au Québec

	En %	En 000	Var. 2002-2011 En %
Service Canada			
Services à la production	33,2	1 040,7	25,4
Services à la consommation	34,2	1 074,2	11,0
Services gouvernementaux et parapublics	32,6	1 022,6	19,0
Total	100	3 137,5	18,1
MDEIE			
Services moteurs	31,7	995,9	24,4
Services aux ménages	34,7	1 087,6	12,4
Services publics	33,6	1 054,0	18,6
Total	100	3 137,5	18,1

* : Secteur tertiaire : en 2011, inclut les services (3 106 400 emplois) et les services publics (31 400) (ex. : production et transport d'électricité, distribution de gaz, les aqueducs et égouts).

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

De façon plus précise, le tableau 10 identifie les meneurs de la catégorie. Jusque-là, il n'y a pas de grande surprise, les secteurs en tête ayant été identifiés dans le premier dossier. Ainsi, le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques qui a progressé de près de 50% en dix ans voit son essor propulsé notamment par l'architecture, le génie

Graphique 2 – Services professionnels, scientifiques et techniques : des croissances enviables



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

et les services connexes (85,%) (graphique 2). Le nombre d'emplois est passé de 32 800 en 2002 à 60 700 en 2011. Les regroupements de 15 000 travailleurs et moins n'ont pas été retenus, les plus petits groupes ayant de trop fortes fluctuations dans leurs données annuelles. En deuxième position, on retrouve les services de conseils en gestion et de conseils scientifiques et techniques dont la croissance a été de 81,5% (de 18 400 à 33 400 emplois durant la même période). La troisième place est occupée par les services de comptabilité, de préparation de déclaration de revenus, de tenue de livres (48,0%) et en quatrième lieu ce sont les services de conception de systèmes informatiques et services connexes qui ont connu une progression de 43,3%. Ils formaient le contingent le plus nombreux avec 76 100 emplois en 2011.

Tableau 10 – Emploi : services à la production

	2011 En 000	Var. 2002-2011 En %
Services professionnels, scientifiques et techniques	304,1	48,3
Commerce de gros	157,2	29,0
Services administratifs, services de soutien, gestion des déchets et services d'assainissement	144,6	17,4
Finance, assurances et de location :	225,0	15,4
- Services immobiliers et services de location à bail	59,1	25,2
- Finance et assurances	165,9	12,3
- Gestion de société et d'entreprises	n.d.	n.d.
Transport et entreposage :	178,4	14,7
- Transport	148,8	20,7
- Entreposage (incluant messagerie)	29,6	(8,1)
Services publics	31,4	6,1

Sources : Statistique Canada, Service Canada et Desjardins, Études économiques

Au chapitre de l'immobilier, l'effervescence du marché résidentiel a certes propulsé l'emploi. À titre d'illustration, au début des années 2000 (2000 à 2002), la moyenne des ventes de maisons existantes avoisinait 45 500 unités, alors qu'elle s'établissait à 78 800 de 2009 à 2011, de quoi mousser la demande pour les courtiers, les prêteurs et tous ceux qui gravitent dans ce marché.

QUI L'EMPORTE DANS LES SERVICES À LA CONSOMMATION?

Des trois grands groupes identifiés par Service Canada, celui lié à la consommation a connu la hausse la plus petite en termes d'emploi de 2002 à 2011. Il a crû de 11,9%, ce qui est tout de même supérieur à la hausse moyenne québécoise durant la même période. Un classement par sous-secteur place l'hébergement et la restauration en tête avec une croissance de 22,6%, suivi des arts, spectacles et loisirs (13,1%) et du commerce de détail (10,4%) (tableau 11).

Tableau 11 – Emploi : services à la consommation

	2011 En 000	Var. 2002-2011 En %
Hébergement et restauration	252,4	22,6
Arts, spectacles et loisirs	80,5	13,1
Commerce de détail	486,6	10,4
Autres services, sauf administrations publiques	170,1	2,7
Information et industrie culturelle	84,5	0,1

Sources : Statistique Canada, Service Canada et Desjardins, Études économiques

Du côté de l'hébergement et de la restauration, il faut noter que la restauration et les débits de boissons comptent pour environ 83% de l'emploi en 2011. Pour la période 2002 à 2011, le nombre de travailleurs dans la restauration à services restreint est passé de 48 200 à 82 000, propulsant l'emploi de 70,1%, dans ce seul secteur d'activité. De 1987 à 2002, ce secteur n'a pratiquement pas connu de hausse de l'emploi, alors qu'à compter de 2003, il s'est mis à croître annuellement, et ce, malgré la récession. Dans la restauration à service complet, qui embauchait un peu plus de 100 000 personnes en 2011, la croissance de l'emploi, à compter de 2002, s'est chiffrée à 7,9%. Dans l'hébergement des voyageurs, qui comptait 37 200 emplois en 2011, la croissance a été de 21,6%, ce qui n'est pas négligeable.

LOIN DE L'APATHIE DANS LES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET PARAPUBLICS

Le sous-secteur des services gouvernementaux et parapublics a été en hausse de 19,0% de 2002 à 2011 (tableau 9 à la page 12). Cette augmentation s'est chiffrée à 18,6%, si l'on retire les services publics tels que la production et la distribution de l'électricité, la distribution du gaz et les aqueducs et égouts. C'est une croissance supérieure à la moyenne québécoise qui

Tableau 12 – Emploi : services gouvernementaux et parapublics

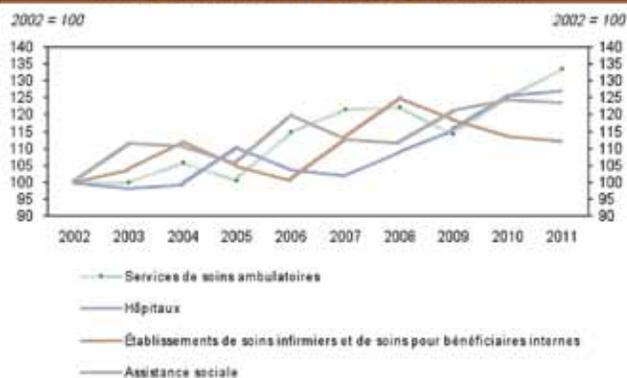
	2011 En '000	Var. 2002-2011 En %
Santé et services sociaux	511,7	24,8
Enseignement	275,0	16,1
Administrations publiques	235,9	11,0

Sources : Statistique Canada, Service Canada et Desjardins, Études économiques

a été frappée, il ne faut pas oublier, par une baisse notable du secteur manufacturier (-25,0% des emplois de 2002 à 2011), ce qui influence négativement la performance de l'ensemble du marché du travail.

C'est sans surprise que l'on constate que les champions de la croissance ont été les services de santé et de l'assistance sociale. La hausse s'est chiffrée à 24,8% (tableau 12). Cette catégorie regroupe à son tour trois grands groupes : ce sont les soins ambulatoires (cabinets de médecins, de dentistes et autres praticiens) qui comptent 17,9% des emplois dans la santé et les services sociaux, les hôpitaux (38,5%) et l'assistance sociale (30,1%). Ils ont progressé respectivement de 33,5%, 27% et 23,6% de 2002 à 2011 (graphique 3). Si l'on fractionne de nouveau ces groupes pour se pencher notamment sur l'assistance sociale, on observe que l'emploi dans les services de garderie a crû rapidement, soit de 65,5% pour la période mentionnée, atteignant 89 700 personnes l'an dernier.

Graphique 3 – Emploi dans les soins de santé et de l'assistance sociale : la tendance à la hausse se maintiendra



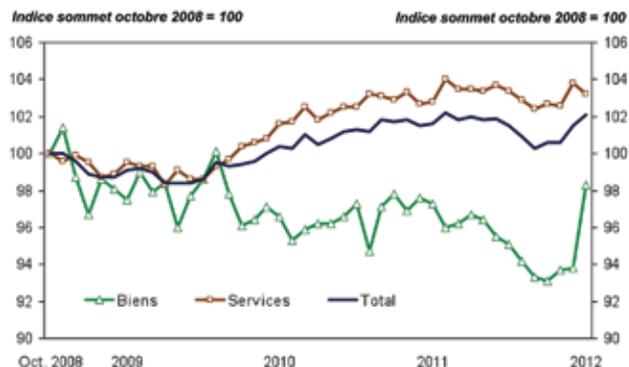
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

UNE LONGUE SUITE ININTERROMPUE DE GAINS À VENIR?

Le secteur des services semble être voué à une suite ininterrompue de gains au chapitre de l'emploi. Est-ce si sûr? Il n'est pas à l'abri des récessions comme on l'a vu tout récemment lorsque 49 900 pertes ont été encaissées entre le début de la récession en octobre 2008 et le creux de l'emploi (juillet 2009), alors qu'elles se chiffraient à 14 000 dans les biens. Depuis, cette diminution a été plus que compensée dans les

services (+170 200 emplois entre juillet 2009 et mai 2012) (graphique 4).

Graphique 4 – Évolution du niveau de l'emploi depuis la récession de 2008 : les services s'en tirent mieux



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Le secteur n'est pas infaillible pour autant. Il serait étonnant que la croissance de l'emploi dans les services soit aussi rapide durant la décennie 2010 que la précédente. D'une part, la hausse du PIB de l'économie québécoise ne sera pas aussi soutenue qu'entre 2002 et 2012 : le potentiel de croissance a été revu à la baisse en raison de nombreux facteurs, dont une population qui prend de l'âge et une progression moins rapide de celle-ci. D'autre part, le vieillissement démographique rendra l'embauche de nouveaux travailleurs moins facile et il faudra, de surcroît, remplacer ceux qui partiront à la retraite, limitant d'autant le bassin de recrutement pour pourvoir de nouveaux emplois.

Enfin, la part qu'occupe le secteur des services dans l'ensemble de l'emploi continuera à progresser, mais à un rythme moins soutenu que durant les dix dernières années. La saignée du secteur manufacturier est déjà moins vive qu'elle ne l'a été de 2002 à 2008, laissant moins de place aux services dans le total de l'emploi qu'elle ne l'a fait durant cette période. En cette matière, il n'y a pas de minimum incompressible, mais le plus gros des pertes semble absorbé. La combativité des différents secteurs toujours actifs est bien perceptible et les stratégies face aux fluctuations de la devise sont mieux maîtrisées. Il faut reconnaître que la progression de l'emploi n'y sera pas fulgurante, mais la poursuite de la dégringolade, telle qu'observée récemment, n'est pas dans les cartes des prévisionnistes.

Par ailleurs, le secteur primaire (agriculture, chasse, pêche, foresterie et minier) est en pleine effervescence, notamment en raison des prix élevés des métaux. De plus, l'industrie de la forêt, toujours bien enracinée au Québec, se redéploiera au fur et à mesure où les prix des ressources forestières se raffermiront au cours de la décennie. Bien évidemment, la croissance de l'emploi des secteurs primaire et secondaire n'éclipsera pas celle des services, mais de fortes diminutions

ne sont pas prévues non plus. De cette manière, la hausse des emplois dans les services continuera à gonfler la part qu'elle occupe du marché du travail québécois. Dans les faits, elle se chiffrait à 78,6% en 2011 et selon toute vraisemblance, elle avoisinera les 80% d'ici 2020.

À MOYEN TERME

Il est intéressant de regarder à long terme et c'est ce qui sera proposé à la toute fin. Entre-temps, il faut voir ce que réserve le moyen terme. Quels sont les facteurs qui présideront à la hausse ou à la baisse de l'emploi dans les services d'ici deux ou trois ans? En ce qui a trait aux services à la production, il faut s'attendre à une augmentation de la demande et des travailleurs, en dépit du fait que plusieurs nuages semblent s'amonceler au-dessus du secteur.

Dans le commerce de gros, la dynamique de ce secteur est liée à la fois à la conjoncture économique générale, à la santé des secteurs industriels et au tonus des ventes au détail. Les perspectives à moyen terme pour les années 2012 à 2016 sont aux environs de 1,7% au Québec alors qu'elles ont été de 1,6% de 2004 à 2011. Ce calcul prend en compte la récession de 2008-2009, ce qui rabat la vitesse de croisière de toute la période. Avec 1,7% de croissance du PIB réel pour 2012 à 2016, on peut dire que du côté de la conjoncture, les perspectives sont plus positives que négatives. Toutefois, certains secteurs du commerce de gros seront plus avantagés que d'autres durant cette période. Avec le relèvement du secteur résidentiel américain, les produits forestiers retrouveraient du lustre. Dans la mesure où les prix des métaux demeurent élevés et que l'exploitation minière bat son plein, ce secteur sera aussi avantagé de même que la machinerie. Ils ne seront pas les seuls : le transport et l'entreposage seront aussi soutenus par cette activité qui règne dans le Nord-du-Québec, l'Abitibi et la Côte-Nord. Toutefois, l'effritement du secteur de la pétrochimie et du raffinage depuis la fin des années 2000 sera moins avantageux pour ce sous-secteur du commerce de gros. Enfin, la consommation des ménages sera vraisemblablement moins débridée que durant la dernière décennie, ce qui ralentira la progression de l'emploi en amont dans le commerce de gros. Des gains sont toutefois attendus.

Au chapitre du transport et de l'entreposage, la tendance est également à la hausse. Elle sera soutenue par l'accroissement des échanges commerciaux avec l'étranger et le reste du Canada, notamment par l'activité fébrile dans le secteur minier, par la revitalisation attendue du secteur forestier et par les efforts grandissants mis pour favoriser le transport en commun. Les embûches pourraient provenir de plusieurs sources. Parmi elles, on peut penser à une hausse rapide du dollar canadien pour plusieurs trimestres, bien au-delà de la parité et qui ralentirait les échanges commerciaux, une détérioration importante de la situation économique chez l'oncle Sam, une baisse marquée des prix des métaux ou

un effondrement du marché immobilier de ce côté-ci de la frontière, tous des scénarios qui n'ont pas été retenus dans un horizon prévisible.

Du côté du secteur financier, des assurances et des services immobiliers, les pronostics sont positifs. Les institutions financières canadiennes lorgnent de plus en plus les marchés hors du Québec, mais il n'en demeure pas moins que plusieurs activités sont en croissance ici et qu'elles nécessiteront l'embauche de plus de personnel. Parmi elles, on peut mentionner la planification et la gestion de fonds de retraite ou encore, la gestion de fiducies et de successions. Du côté de l'immobilier, l'activité est moins frénétique qu'elle ne l'a été alors qu'un rattrapage était en cours dans les années 2000. Toutefois, le marché n'est pas promis à l'atrophie et il commandera aussi des agents et des intermédiaires entre les vendeurs, les acheteurs, les constructeurs, les prêteurs, etc.

Les services professionnels, scientifiques et techniques seront aussi en progression. Certaines activités seront très en demande. En fait, selon les estimations de Service Canada, la hausse de l'emploi sera plus de deux fois plus rapide que celle de l'ensemble de l'économie. L'embauche sera moussée notamment par les grands projets d'infrastructures (réfection dans les villes et sur les autoroutes, projets hydro-électriques et les nouvelles constructions dans le Nord-du-Québec) qui nécessiteront l'apport des firmes d'architectes, de génie et des services qui leur sont connexes. Par ailleurs, d'autres facteurs stimuleront l'embauche. La vague de fond entourant le respect de l'environnement nécessitera plus de spécialistes en la matière, que ce soit par l'éco-conception de produits (design en amont de la production de biens ou de services), la gestion des déchets ou encore la prévention des effets du changement climatique (épidémiologie, changement dans les cultures agricoles ou autres, érosion des berges, etc.) et le management des épisodes climatiques extrêmes (tornades, inondations, etc.). Le développement des biotechnologies, des nanotechnologies créera aussi une demande pour de nouveaux travailleurs de même que l'application de nouveaux modes de communication (technologie IP notamment) qui suscitera le recours à de nouveaux travailleurs, notamment dans la conception de systèmes informatiques et les services connexes.

SERVICES À LA CONSOMMATION : HAUSSE EN VUE, MAIS PAS DE FAÇON DÉBRIDÉE

Les services à la consommation (ou services aux ménages, selon la nomenclature) sont ceux qui ont connu la croissance la moins rapide des trois grandes catégories au cours des dix dernières années. La vitalité de ce groupe repose à la fois sur la vitesse de croissance de la population et sur les revenus dont dispose cette dernière. En fonction de ces deux seuls paramètres, l'avenir ne s'annonce pas très trépidant à moyen terme. La croissance de la population québécoise sera moins rapide entre 2011 et 2016 (3,5%) qu'elle ne l'a été entre

2006 et 2011 (4,2%) selon le scénario de référence de l'ISQ publié en 2009. Toutefois, il y aura croissance. De même, les perspectives en ce qui a trait au revenu disponible ne sont pas très enthousiasmantes. D'une part, nombre de tarifs auront augmenté durant la période 2011 à 2016; d'autre part, il faut s'attendre à ce que les taux d'intérêt soient rehaussés tôt ou tard. Cependant, il n'est pas question d'un recul de l'emploi dans les services à la consommation, loin de là. Il faut s'attendre à une progression plus modeste que celle observée de 2002 à 2011, mais, à une hausse tout de même.

Du côté des arts et des spectacles, les gains les plus importants des dernières années sont attribuables aux arts d'interprétation, au « sport spectacle » et aux activités de services qui s'y rattachaient. Cette croissance pourra-t-elle être soutenue? Dans quelle mesure le budget des ménages permettra d'ajouter à ce qui est déjà consacré à ces dépenses? Difficile à dire.

Du côté de l'information et l'industrie culturelle, le volet « information » a été celui qui a le plus progressé ces dernières années, grâce à l'édition de logiciels. Le développement de l'industrie culturelle a été particulièrement important du côté de la télévision payante et spécialisée. Le développement des applications dites « mobiles » est promis à de beaux lendemains s'il faut en croire l'évolution récente de ce champ d'activité. Toutefois, les prévisions en ce qui a trait à l'industrie culturelle sont plutôt rares. Ce secteur en perpétuel renouvellement cherchera à garder ses acquis. Les efforts mis par l'industrie touristique pour mettre en valeur la culture devraient soutenir l'activité du secteur. Par ailleurs, le tourisme culturel a été identifié comme ayant un potentiel de croissance pour des produits en émergence dans le rapport déposé à la Ministre du Tourisme en mai 2011.

Enfin, pour l'hébergement et la restauration, il faut prendre en compte que les conditions pécuniaires des ménages ne seront pas nécessairement des plus avantageuses, comme on l'a déjà évoqué. On peut partiellement s'appuyer sur le tourisme étranger pour soutenir la demande, mais il ne pourra à lui seul faire tout le travail. Une part appréciable des dépenses liées à l'hébergement et la restauration repose sur les Québécois eux-mêmes qui auront davantage les mains liées (hausse de tarifs, relèvement des taux d'intérêt, dépendance grandissante aux revenus de retraite, etc.), que la bourse déliée. Il n'est pas question d'annoncer la diminution des emplois dans ce secteur, il faut davantage s'attendre à une croissance modeste.

SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET PARAPUBLICS : DES TENDANCES CONTRADICTOIRES

Ce grand secteur compte trois catégories fort différentes. Il y a d'abord les administrations publiques dont les effectifs devraient, selon toute vraisemblance, diminuer dans les prochaines années. Le retour à l'équilibre budgétaire, le non-remplacement d'une fraction des travailleurs qui partent

à la retraite, en plus de la volonté de contenir les dépenses administratives dans l'avenir concourent tous à limiter, voire même, à faire diminuer le nombre d'employés.

En parallèle, la santé et l'assistance sociale sont vouées à la croissance compte tenu de l'augmentation de la demande. Les facteurs entourant la progression du secteur de la santé ont amplement été discutés sur toutes les tribunes et dans les médias, il n'est pas question ici de reprendre tous les arguments évoqués pour expliquer cette hausse anticipée de l'emploi dans cette sphère d'activité. Il ne fait pas de doute qu'à court et à moyen terme l'embauche continuera à progresser. C'est une activité difficile à délocaliser. En ce sens, la demande pressante et la proximité jouent en faveur du secteur.

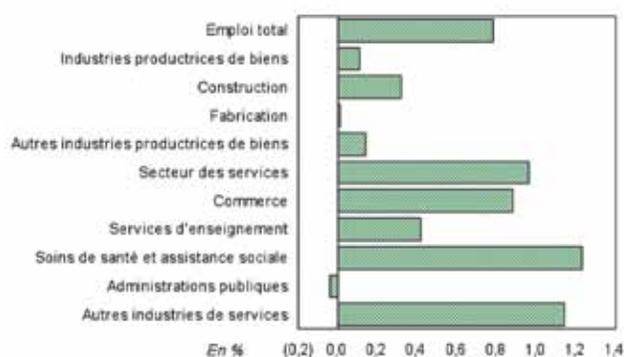
En éducation, les gains ne seront pas aussi élevés, en raison notamment des facteurs démographiques qui soutiendront moins la fréquentation scolaire au secondaire et au collégial notamment.

SI LA TENDANCE SE MAINTIENT...

À la lumière des travaux effectués par Emploi-Québec¹ sur les perspectives à long terme de l'emploi au Québec, il y aura 1,4 million d'emplois à pourvoir au Québec entre 2010 et 2020. De ce nombre, 316 000 seront de nouveaux postes, les autres (1,1 million) étant des postes rendus disponibles suite aux départs à la retraite des travailleurs âgés. Emploi-Québec estime que la part des nouveaux emplois qui seront générés par le secteur des services sera de 97%. Le plus fort contingent d'emplois créés le sera de 2010 à 2015 (+221 000). Les autres (+95 000) le seront entre 2016 et 2020.

Le graphique 5 permet de visualiser la variation moyenne de l'emploi par secteur d'activité, de 2010 à 2020. On constate immédiatement que le secteur des services surpasse celui des biens. En termes de rapidité, c'est le secteur de la santé et de l'assistance sociale qui l'emporte, ce qui étonne peu, compte tenu du vieillissement de la population.

Graphique 5 – Variation annuelle moyenne de l'emploi par secteur d'activité de 2010 à 2020



Source : Estimations d'Emploi-Québec et CITECH

Le second secteur qui connaîtra la croissance la plus vive sera les «autres industries de services²». Les commerces seront également favorisés et embaucheront à bonne vitesse, toutefois, on pressent que la création d'emplois pourrait y être moins rapide que durant la décennie précédente. En fait, les allègements fiscaux consentis durant les années 2000 par le gouvernement fédéral (diminutions de TPS de 7% à 5% et réductions d'impôts) et provincial (baisses d'impôts aux ménages notamment) ne seront plus là pour stimuler la consommation.

Le secteur de l'éducation ne sera pas en reste, mais on devine aisément que les besoins seront moins pressants de ce côté en raison du vieillissement de la population. Toutefois, l'augmentation de la clientèle au primaire, l'aide aux élèves en difficulté d'apprentissage et la formation continue feront plus que compenser les facteurs qui amèneraient une baisse des effectifs dans le milieu de l'éducation. Enfin, les administrations publiques (fédérale, provinciale et municipales) ne créeraient pas d'emploi selon toute vraisemblance.

LES SERVICES ONT DE L'AVENIR

À la lumière des éléments mentionnés précédemment, l'emploi dans le secteur des services est appelé à croître à court, à moyen et à long terme. Toutefois, la cadence risque d'être moins trépidante qu'elle ne l'a été durant la première décennie des années 2000. La croissance économique modérée, la population vieillissante et les mutations sur le marché du travail, qui sera davantage en mode remplacement que de création d'emplois, sont au nombre des facteurs qui influenceront l'expansion de ce secteur. Cependant, toutes les activités ne seront pas gagnantes et certaines devront lutter âprement pour conserver le niveau de travailleurs qu'ils ont à l'heure actuelle. Décidément, les services ont de l'avenir dans l'économie québécoise, ils occuperont encore un peu plus de place, mais les gains seront de plus en plus ténus.

Joëlle Noreau
Économiste principale

¹ Emploi-Québec, Le marché du travail au Québec, Perspectives à long terme 2011-2020, septembre 2011, 44 pages.

² Autres services selon la nomenclature adoptée par Emploi-Québec pour l'exercice de prévisions: le transport et l'entreposage, la finance, les assurances, l'immobilier et les services de location, les services professionnels, scientifiques et techniques, les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien, l'information, la culture et les loisirs, l'hébergement et les services de restauration ainsi que les autres services.

VITRINE INTERPROVINCIALE

Le secteur des services à l'honneur un peu partout au Canada

Le secteur des services occupe une large part de l'économie de l'Atlantique au Pacifique. Toutefois, les moyennes que l'on peut établir pour le Canada cachent bien des disparités. Ainsi, l'importance relative des services dans le total de l'économie varie grandement d'une province à l'autre. De même, la croissance de l'emploi dans le secteur s'est échelonnée de 3,0% à 25,5% au cours des dix dernières années à travers le pays. La vague qui a secoué les prix des matières premières a-t-elle également laissé des traces du côté de la création d'emplois dans les services? L'analyse permettra de répondre à cette question.

UN PREMIER APERÇU SELON LE PIB

Les services occupent plus de la moitié du PIB réel de chaque province, on s'en doute bien. Toutefois, l'écart entre les provinces varie de 60% à 79%, selon que d'autres activités (extraction des ressources naturelles, secteur manufacturier, etc.) soient bien présentes. La moyenne canadienne, elle, s'est établie à 71,5% l'an dernier (tableau 13). La Nouvelle-Écosse se classe en tête, ayant une part des services qui accapare 79,0% de son PIB la même année. Ce n'est pas récent, puisqu'en 2002 cette portion s'établissait déjà à 74,0% et qu'elle n'a cessé de croître depuis. L'Île-du-Prince-Édouard arrive au deuxième rang avec 76,9% en 2011. La Colombie-Britannique occupe la troisième place (76,5%) suivie de l'Ontario (75,3%), du Nouveau-Brunswick (74,8%) et du Manitoba (74,0%). Le Québec occupe la septième position (70,9%). On oublie souvent que son secteur manufacturier y est plus présent qu'ailleurs au Canada.

Enfin, trois provinces viennent loin derrière : ce sont l'Alberta (61,9%), la Saskatchewan (61,2%) et Terre-Neuve-et-Labrador (60,1%) en 2011. La forte activité liée à l'extraction pétrolière et à d'autres matières de base (gaz naturel, potasse, etc.) sont des pistes d'explication.

LA PLACE DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR DES SERVICES

Au titre de l'emploi, la place qu'accapare le secteur des services est supérieure à celle du PIB. Ainsi, la moyenne

canadienne était de 78% en 2011. La Nouvelle-Écosse, déjà en tête pour l'importance du PIB, occupait le premier rang à 81,3% cette même année (tableau 14). Celle dont la part de l'emploi dans les services était la plus basse était l'Alberta (72,5%) suivie de près par la Saskatchewan (73,9%). L'an dernier, deux provinces uniquement comptaient une part de l'emploi supérieure à 80% dans les services : la Nouvelle-Écosse (81,3%) et la Colombie-Britannique (80,3%).

Au cours de la dernière décennie, la place de l'emploi du secteur des services dans l'économie a progressé en moyenne au Canada passant de 74,6% à 78%. Dans la plupart des provinces, notamment au Québec et en Ontario, on a observé le même phénomène. Toutefois, au Nouveau-Brunswick, en Alberta et en Colombie-Britannique, la part des services dans l'emploi entre 2002 et 2011 n'a pratiquement pas changé, bien des fluctuations ont été observées tout au long de cette période. Par ailleurs, à Terre-Neuve-et-Labrador et en Saskatchewan, la part de l'emploi dans les services a diminué entre ces deux années. Cette période de 2002 à 2011 coïncide avec l'appréciation du prix des matières premières et il n'est pas étonnant de voir l'emploi des services se replier un peu dans ces deux provinces.

PLUS OU MOINS VITE QUE L'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE?

On a vu aux pages 5 à 16 que l'emploi dans les services avait progressé à un rythme plus rapide que celui de l'emploi en

Tableau 13 – Importance relative du secteur des services en 2011

	En % du PIB
Canada	71,5
Terre-Neuve-et-Labrador	60,1
Île-du-Prince-Édouard	76,9
Nouvelle-Écosse	79,0
Nouveau-Brunswick	74,8
Québec	71,0
Ontario	75,3
Manitoba	74,0
Saskatchewan	61,2
Alberta	61,9
Colombie-Britannique	76,5

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Tableau 14 – Importance relative de l'emploi du secteur des services

	En %	
	2002	2011
Canada	74,6	78,0
Terre-Neuve-et-Labrador	79,5	78,3
Île-du-Prince-Édouard	73,9	75,6
Nouvelle-Écosse	78,6	81,3
Nouveau-Brunswick	77,3	77,4
Québec	73,7	78,6
Ontario	73,5	78,9
Manitoba	75,6	76,5
Saskatchewan	74,2	73,9
Alberta	72,2	72,5
Colombie-Britannique	80,1	80,3

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

général de 2002 à 2011 au Québec. Cette observation est tout aussi valide pour la moyenne canadienne (tableau 15). Pour le Canada, la hausse a été de 13,1 %, alors que pour les services elle a été de 18,2 %. Ce phénomène a été remarqué à peu près partout. Elle ne s'applique pas mur à mur. À preuve, à Terre-Neuve-et-Labrador, la progression d'ensemble (8,6 %) a surpassé celle des services (6,9 %), ce qui concorde bien avec l'essor formidable des activités liées à l'industrie pétrolière. C'est le cas également en Saskatchewan, mais de façon moins probante (respectivement 11,9 % et 11,5 %)

Tableau 15 – Croissance de l'emploi dans les services - 2002 à 2011

	En %	
	Emplois totaux	Emplois dans les services
Canada	13,1	18,2
Terre-Neuve-et-Labrador	8,6	6,9
Île-du-Prince-Édouard	11,3	13,8
Nouvelle-Écosse	7,1	10,8
Nouveau-Brunswick	2,8	2,9
Québec	10,9	18,2
Ontario	11,7	19,9
Manitoba	10,0	11,4
Saskatchewan	11,9	11,5
Alberta	24,9	25,5
Colombie-Britannique	16,5	16,9

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

LES SECTEURS QUI SONT EN TÊTE

Au Canada, le secteur des services qui compte le plus grand nombre d'emplois est celui de la santé et de l'assistance sociale. Il est suivi par le commerce de détail. Ce classement est pratiquement le même d'un bout à l'autre du pays, sauf en Alberta et en Colombie-Britannique où c'est le commerce de détail qui est en tête puis viennent les services de santé et de l'assistance sociale.

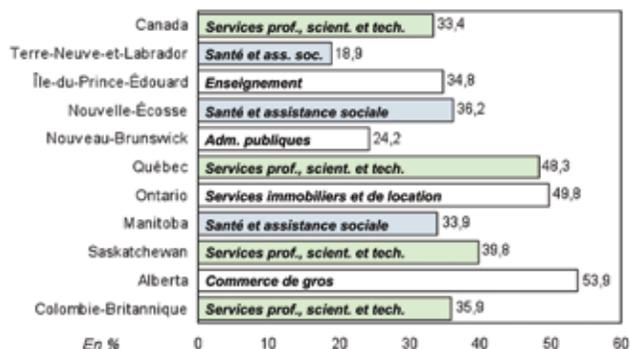
Au troisième rang, ce sont les services professionnels, scientifiques et techniques qui l'emportent au Canada. On observe également ce palmarès au Québec, en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique. Dans ce dernier cas, cette place est aussi disputée par le secteur de l'hébergement et de la restauration quant au nombre d'emplois.

En Saskatchewan, au Manitoba et en Nouvelle-Écosse, les services d'enseignement occupent la troisième position. En parallèle, ce sont les administrations publiques qui sont dans cette situation à Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick.

LA CROISSANCE : QUI SONT LES MENEURS ?

Quels sont les secteurs qui ont connu la croissance de l'emploi la plus rapide en pourcentage de 2002 à 2011 ? Au Canada, ce sont les services professionnels, scientifiques et techniques,

**Graphique 6 – Emploi dans les services
Croissance la plus rapide de 2002 à 2011**



Sources : Estimations d'Emploi-Québec et CÉTECH

avec une hausse de 33,4 %, suivis de très près par les services immobiliers à 32,6 % (graphique 6). Au cours de la même période, les services professionnels, scientifiques et techniques ont aussi été les meneurs au Québec (48,3 %), en Saskatchewan (39,8 %) et en Colombie-Britannique (35,9 %).

Toutefois, pour bien des provinces, c'est le secteur de la santé et de l'assistance sociale qui a progressé le plus rapidement. C'est le cas notamment à Terre-Neuve-et-Labrador (18,9 %), en Nouvelle-Écosse (36,2 %, ex aequo avec les services professionnels et techniques à 36,0 %) et au Manitoba (33,9 %).

Enfin, les autres se distinguent chacune à leur façon. En Nouvelle-Écosse, c'est l'enseignement qui a progressé le plus rapidement (34,8 %), au Nouveau-Brunswick, ce sont les administrations publiques (24,2 %, alors que l'ensemble n'a augmenté que de 2,8 %). En Ontario, ce sont les services immobiliers et de location à bail qui ont volé la vedette (49,8 %), par contre la hausse dans les services professionnels, scientifiques et techniques est appréciable (27,5 %). Enfin, en Alberta, le commerce de gros a été littéralement propulsé (53,9 %, un gain d'environ 32 000 emplois).

De toute évidence, les services n'occupent pas la même place dans l'économie de chaque province, de la même manière que l'emploi dans les services n'a pas évolué de façon identique depuis 2002. Alors qu'on aurait pu croire que l'emploi dans les services progressait à la vitesse d'un rouleau compresseur partout au pays, on doit reconnaître qu'il n'a pas réussi partout à augmenter l'importance qu'il avait au début de la décennie 2000. En ce sens, on peut dire que la vague d'appréciation des prix des matières premières a laissé des traces puisqu'elle a même fait reculer dans certaines provinces le pourcentage d'emplois occupé par les services. Une fois cette déferlante passée, les services s'imposeront-ils comme étant la source de la création d'emplois dans toutes les provinces ?

Joëlle Noreau
Économiste principale



Desjardins
Études économiques

www.desjardins.com/economie